

[Français]

M. Matte: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

L'honorable ministre pourrait-il dire comment il se fait que les hauts fonctionnaires de son ministère disent qu'il n'y a plus de fonds disponibles depuis le 5 janvier?

M. l'Orateur: Cette question a déjà été posée à plusieurs reprises . . .

[Traduction]

Si le ministre peut répondre brièvement, il peut le faire.

L'hon. M. O'Connell: Monsieur l'Orateur, je vais m'informer de la question de manière plus détaillée et je ferai connaître la réponse à l'honorable député.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'OPPRESSION EN UKRAÏNE—LES DÉMARCHES DU CANADA

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et elle a trait à une pétition qui a été envoyée dernièrement au ministre par le Comité des Ukrainiens du Canada à propos d'arrestations fréquentes d'intellectuels qui auraient lieu en Ukraine. Le ministre peut-il nous dire si le gouvernement a présenté ou a l'intention de présenter des instances au gouvernement de l'Union soviétique, ou s'il envisage de demander à une organisation internationale de procéder à une enquête à propos des droits de l'homme et des libertés fondamentales?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je l'ai non seulement reçue, mais j'ai également reçu moi-même les représentants de cette association. Nous avons eu une longue discussion quant à la manière la plus efficace d'atteindre les objectifs dont se réclame l'association. Celle-ci m'a laissé carte blanche afin que j'envisage quels seraient les moyens d'action les plus efficaces dont nous puissions disposer pour venir en aide aux opprimés.

M. Macquarrie: Dois-je entendre par là que le gouvernement n'a pas encore trouvé le moyen de résoudre efficacement cette difficulté?

L'hon. M. Sharp: Il n'en est pas ainsi monsieur l'Orateur. Le gouvernement canadien a réussi à réunir un plus grand nombre de familles juives opprimées de par le monde, que tout autre gouvernement, et je crois que nos méthodes sont les plus efficaces.

L'INTERVENTION POSSIBLE DE L'ONU EN FAVEUR DES UKRAÏNIENS OPPRIMÉS

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures? Attendu que les représentants du comité des Ukrainiens du Canada ont insisté auprès du gouvernement pour qu'il présente des instances aux Nations Unies, celui-ci s'est-il engagé à prendre une initiative dans ce sens? Sinon, a-t-il l'intention de faire des instances auprès de cet organisme international?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, cette question est à l'étude. Ce qui est important, comme je l'ai dit, c'est d'aider les gens et non d'avoir la satisfaction d'adresser des protestations de toutes sortes. Nous devons choisir le moyen qui semble le plus efficace. Je répète que nous voyons déjà certains résultats des interventions diplomatiques, calmes mais persistantes, que nous avons faites et je pense qu'il faudrait continuer dans ce sens.

* * *

LA SANTÉ

LA PLANIFICATION FAMILIALE—LES CONSULTATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. A la suite du calcul fait hier par le président de la Fédération canadienne pour la planification familiale, selon lequel un enfant sur six est le fruit d'une grossesse non voulue, et du ferme avis exprimé à la conférence sur la planification familiale disant que cette dernière se heurte principalement à des obstacles d'ordre provincial et local, le ministre essaiera-t-il de reconstruire prochainement les ministères provinciaux afin de lancer un programme de planification familiale coordonné à tous les niveaux?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, la représentante n'est peut-être pas sans savoir qu'il existe un accord prévoyant le partage des frais relatifs à la planification et à l'orientation familiales dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada. Des discussions ont lieu presque quotidiennement avec les provinces au sujet des programmes rattachés à ce Régime et la planification familiale est certainement du nombre.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE PROGRAMME AMÉRICAIN DISC—LE CAS DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE—LA POLITIQUE DU CANADA

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce? Comme les instances qu'a présentées l'industrie chimique canadienne soulignaient de nouveau le danger que représente pour nos industries la mise en vigueur du programme américain DISC, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement a adopté une politique fondée sur des études des résultats du programme DISC, ou est-il prêt à mettre en vigueur certaines des recommandations de l'industrie chimique canadienne?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, il est ressorti de cette étude, qui est allée au fond des choses et qui a pris un certain temps, un certain nombre de conclusions, l'une d'entre elles étant qu'il serait essentiel, pour que les usines établies au Canada soient rentables, qu'elles aient un plus grand accès aux marchés internationaux, et au marché américain tout particulièrement. Ce n'est pas le cas à l'heure actuelle. Nous faisons des efforts pour y arriver. L'industrie a été mise au courant des résultats de l'enquête.